

**Séminaire AICESIS sur la mesure du progrès,
du développement et du bien-être
12-15 Juillet 2010
Luxembourg**

Journée 1 : lundi, le 12 juillet 2010

Accueil des participants et présentation du programme

Après un mot d'accueil de Mme Marianne Nati-Stoffel, Secrétaire générale du CES luxembourgeois, M. Marc Hostert, chef de cabinet de M. Henri Grethen, membre luxembourgeois à la Cour des Comptes européenne, décrit brièvement la fonction et le but de l'institution européenne accueillant ce séminaire.

Dr. Serge Allegrezza, Président du CES luxembourgeois, rappelle ensuite les objectifs et l'origine de l'initiative luxembourgeoise du « PIBien-être ». Ainsi, le CES et le Conseil supérieur pour un Développement durable¹ (CSDD) sont officiellement chargés de remettre un rapport sur la mesure du bien-être au Premier Ministre. Afin de mener à bien cette tâche, ils s'appuieront sur les travaux du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi et sur le dialogue avec la société civile via l'organisation de trois ateliers de travail. Le présent séminaire AICESIS a vocation à élargir la problématique à l'ensemble des CES, qui ont, eux aussi, un rôle à jouer dans la définition du mode de société de demain et dans la sélection d'indicateurs de progrès.

M. Markus Wauschkuhn d'Inwent², partenaire du CES pour l'organisation du séminaire, salue également l'initiative de ce séminaire et évoque l'importance des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Il suggère de passer d'une approche « top down » à une approche « bottom up » et pense que les CES peuvent aider à définir les indicateurs importants et adéquats pour leur pays et pour la gestion de leurs politiques publiques. C'est dans ce contexte qu'Inwent lance aussi le projet « les OMD et au-delà ».

M. Daniel Byk, Conseiller spécial pour la coopération internationale du CES luxembourgeois, se réjouit, quant à lui, du fait que cette problématique sorte du milieu des statisticiens-chercheurs-universitaires. Afin d'expliquer l'importance de la mesure du progrès des sociétés, il diffuse une vidéo de M. Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, expliquant que la principale raison de l'actuelle crise mondiale est l'échec de la gouvernance de nos sociétés. M. Byk souligne aussi l'importance de rétablir le lien entre les statisticiens et les utilisateurs et rappelle que les problématiques des pays développés et de ceux en voie de développement (PED) sont très proches. Il présente ensuite le programme des quatre jours de séminaire et invite l'ensemble des participants à se présenter et à expliquer leurs intérêts/leurs attentes pour la thématique choisie.

¹ www.csdd.public.lu

² www.inwent.org

Présentation de Dr. Josep Borrell, Président de l'Institut Universitaire européen de Florence, ancien Président du Parlement européen

Les politiques et l'opinion publique ne pensent qu'à la croissance du PIB et pas à la réalité de la société. Il faut donc changer la mesure de la réalité pour pouvoir agir sur elle. Le PIB a montré ses limites, comme le fait d'augmenter avec les désastres et la peur, ou de ne pas mesurer le progrès et le bien-être. Il ne comptabilise pas non plus l'impact sur l'environnement naturel ni les productions non marchandes. Mais avant de « mesurer d'une autre manière », il faut définir les valeurs à prendre en compte et ceci est éminemment politique. La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi a ainsi affirmé que « nous ne changerons pas nos comportements si nous ne changeons pas la mesure de nos performances ». Cependant, des initiatives, comme celles de cette Commission, ont été critiquées, car accusées, face à une croissance atone, de chercher d'autres indicateurs de bonne santé économique des pays.

Dans ses recommandations, la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi dit pourtant et simplement qu'il faut mieux tenir compte de la production des administrations, prendre en considération les revenus plutôt que de la production, mesurer les inégalités et améliorer les statistiques sur la qualité de vie et l'environnement. En effet, le PIB peut augmenter, mais ne pas être redistribué aux populations, ou bien être redistribué de manière inégalitaire. Le PIB allemand a chuté plus que celui de l'Espagne, mais en Allemagne le chômage n'a pas progressé, alors qu'il a atteint 20% en Espagne. De même, le GPI³ (Genuine Progress Indicator) est stable depuis des décennies, alors que le PIB/habitant augmente.

D'autres indicateurs ont été alors proposés pour pallier les insuffisances du PIB. Ainsi l'IDH bouleverse le classement selon le PIB. Aux Etats-Unis, une liste de 300 indicateurs va être publiée pour informer les citoyens de la situation du pays. La Banque Mondiale a créé l'ENA (Epargne Nette Ajustée⁴) basée sur l'approche en capital, mais cette approche a des limites (la Chine apparaît ainsi comme un exemple du fait de la seule épargne massive de sa population). Une autre approche existante est aussi l'Empreinte écologique⁵. L'OCDE propose, quant à elle, un système de comptes satellites.

³ L'indicateur de progrès véritable (Genuine Progress Indicator, GPI) part de la mesure de la consommation des ménages, à laquelle on ajoute des contributions au bien-être exprimées en termes monétaires, telles que les activités bénévoles et le travail domestique. Puis on soustrait la valeur estimée des richesses naturelles perdues (dommages à l'environnement, destruction des ressources non renouvelables, ...) et des dégâts sociaux (chômage, délits, accidents, inégalités, ...).

⁴ L'épargne nette ajustée mesure le taux d'épargne d'un pays après ajustement à raison des dépenses d'éducation, de l'amortissement du capital, de l'épuisement des ressources naturelles, et des dégâts engendrés par le dioxyde de carbone et par les émissions de particules. Un taux d'épargne négatif indique qu'un pays a une croissance économique non viable à terme. Source : Banque Mondiale

⁵ Pour l'OCDE il s'agit de la "mesure en hectares de la superficie biologiquement productive nécessaire pour pourvoir aux besoins d'une population humaine de taille donnée ».

En outre, il ne faut pas faire de procès au PIB, car il mesure très bien l'activité économique et n'a pas vocation à dire plus. Il faut se concentrer sur la mesure des inégalités, qui ont beaucoup cru ces vingt dernières années. L'orateur évoque ensuite la courbe de Kuznets : dans les premiers stades de développement les inégalités encourageraient une hausse du PIB, alors que dans les économies plus avancées les inégalités ralentiraient la croissance économique. Un autre problème évoqué est l'existence de bulles qu'elles soient financières ou immobilières, qui ont tendance à gonfler le PIB. Enfin, le problème du financement de la hausse du PIB par l'endettement et l'impact que cela peut avoir dans une zone monétaire agrégée est évoqué.

Présentation de M. Raymond Weber, Président du CSDD

M. Weber commence par rappeler la définition complète du développement durable du rapport Brundtland⁶. Le développement durable concilie ainsi l'économique, le social et l'environnemental et repose sur une nouvelle forme de gouvernance (démocratie participative avec accès à l'information et davantage de transparence). Il se fonde aussi de plus en plus sur une démarche holistique.

Le rapport Stiglitz est ensuite critiqué : même s'il propose un diagnostic lucide, ses solutions sont trop économistes et le développement durable est déconnecté de deux de ses piliers. Le rapport préconise aussi l'ENA, un indicateur difficile à comprendre, reposant de plus sur l'hypothèse que les différents types de capitaux sont substituables, ce qui est incompatible avec l'idée de développement durable du CSDD. De même, ce rapport élude les questions de pauvreté, d'inégalité, de culture et de démocratie. Il ne dit rien non plus sur l'articulation des trois piliers du développement durable, alors qu'il s'agit du point le plus intéressant.

M. Weber préconise alors un débat de fond sur « le monde que nous voulons » (Amartya Sen, prix Nobel d'économie en 1998) en impliquant la société toute entière et de manière démocratique. Il convient de passer d' « une société du beaucoup avoir pour quelques uns à une société du bien-être durable pour tous » (regroupement FAIR⁷). Il ne faut ainsi pas confondre non plus "niveau de vie" et "qualité de vie", et la redéfinition du tableau de bord de notre richesse nécessite une mise en débat de ce qui fait valeur et sens et du bien-vivre ensemble.

Comme l'ont souligné Isabelle Cassiers et Géraldine Thierry⁸, « il faut réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte ». Trois impératifs se dégagent : mesurer les résultats plutôt qu'une production,

⁶ « Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

⁷ <http://www.idies.org/index.php?category/FAIR>

⁸ Isabelle Cassiers et Géraldine Thierry, "Au-delà du PIB : réconcilier ce qui compte et ce que l'on compte", Regards économiques, 2009
<http://sites.uclouvain.be/econ/DP/IRES/2010018.pdf>

mesurer les patrimoines plutôt que les flux, intégrer les questions de répartition au sens large. Pour Patrick Viveret, philosophe et conseiller référendaire à la Cour des comptes en France, le PIB devient « un thermomètre qui peut rendre malade ». Il ne mesure en effet ni la répartition, ni la destruction des patrimoines, ni la cohésion sociale, ni la création artistique et culturelle. Il devient alors urgent de changer nos indicateurs de richesse et nos modes de vie, après une vaste consultation démocratique déterminant « une politique de civilisation ».

M. Weber rappelle ensuite que Tim Jackson, Professeur de développement durable dans le Centre de Stratégie de l'environnement (CSE) à l'Université de Surrey⁹, affirmait que la croissance de la consommation n'augmente pas le bonheur (et peut même lui nuire), mais dégrade l'environnement. Ce dernier propose alors « une prospérité sans croissance » et critique le mythe du découplage. L'orateur évoque aussi l'approche d'Amartya Sen : « La prospérité ne peut se concevoir que comme une condition qui inclut des obligations et des responsabilités envers les autres ». Sen la définit comme « opulence, utilité et capacités ». Des changements économiques et sociaux seront aussi nécessaires avec le passage d'une économie matérialiste à une économie du bien-être. Il évoque enfin la décroissance et répète la nécessité d'un long débat démocratique, malgré l'urgence des problèmes soulevés.

Présentation de M. Jon Hall, Project Officer de PARIS21¹⁰

M. Hall commence son intervention en rappelant que les gens ne savent pas définir ce qui est important dans nos sociétés. Le PIB est devenu une mesure du progrès, alors même que ses inventeurs avaient mis en garde contre cette tentation. Il convient dès lors de mesurer ce qui importe et ceci est sous-jacent aux choix de sociétés désirés. Il ne peut donc pas y avoir unanimité sur ce qui est important dans tous les pays.

L'OCDE, après avoir examiné toutes les démarches de mesure du progrès dans le monde, a cependant proposé un cadre du progrès. Ce dernier est basé sur deux systèmes : l'écosystème et le système humain ; il existe également des liens entre les deux. Le bien-être individuel et social se trouve au cœur du système humain. Le progrès peut alors dans ce cadre se définir comme « une augmentation du bien-être équitable et durable ». La mesure du progrès concerne la santé, la liberté, la connaissance, la sécurité, le capital social. L'écosystème comprend l'air, l'eau, etc. La culture, l'économie et la connaissance permettent aussi de donner accès au bien-être. L'économie n'est ainsi plus une fin en soi, mais un moyen de parvenir au bien-être des populations.

M. Hall évoque aussi l'importance des mesures subjectives pour analyser le ressenti des populations, comme la peur, la confiance, le bonheur. Ainsi pour la sécurité, la mesure de la peur est importante. Les données objectives ne sont pas suffisantes, non plus, car tout peut aller objectivement mal dans une société, mais les individus peuvent aller bien et s'adapter à une situation sous-optimale.

⁹ Tim Jackson, Prosperity without Growth? - The transition to a sustainable economy, 2009, Sustainable Development Commission, www.sd-commission.org.uk/publications/downloads/prosperity_without_growth_report.pdf

¹⁰ www.paris21.org/

Ensuite, pour qu'une mesure soit bonne, il faut qu'il n'y ait pas d'ambiguïté et qu'elle révèle un mouvement à long terme. Ainsi l'espérance de vie est une bonne mesure, mais pas le nombre de patients traités, car une hausse de cette dernière mesure peut indiquer une dégradation des conditions sanitaires du pays et non pas une meilleure prise en charge des patients. La durée de vie serait aussi, selon la littérature économique, fonction du bien-être et du capital social. Les OMD sont de bonnes mesures du progrès malgré le fait qu'il manque à leur liste la gouvernance, la corruption, la survivance, les mesures subjectives.

Les participants sont ensuite sollicités pour mener ensemble un travail de réflexion sur les indicateurs de santé des enfants et de santé en général et sur le fait que les pays latino-américains ont de hauts niveaux de satisfaction malgré des revenus faibles.

Journée 2 : mardi, le 13 juillet 2010
--

Conclusion de la première journée

Les participants soulignent l'importance de ce séminaire qui permet de dégager l'importance du PIB traditionnel malgré ses limites et la nécessité de proposer d'autres indicateurs. Il n'existe cependant pas d'indice composite idéal pour le bien-être, étant donné les spécificités de chaque pays.

M. Byk souligne, quant à lui, que le PIB reste un indicateur incontournable, mais qu'il ne veut pas tout dire. Il mentionne l'existence de propositions pour se séparer d'une vision productiviste, de croissance pour adopter une approche plus économe des ressources. Il met en exergue l'opposition entre les PED et les pays développés sur les besoins et le gaspillage des ressources, mais rappelle que tous vivent sur une seule et même terre. Il attire l'attention sur les échecs de la gouvernance et le besoin de constater et de quantifier les effets de celle-ci pour les corriger. Il évoque enfin les pressions de plus en plus grandes pour une prise en compte des frustrations, des problèmes, des préoccupations individuelles.

Présentation de M. Stefano Bartolini, Professeur et expert en économie de bien-être à l'Université de Sienne

M. Bartolini commence sa présentation en évoquant la fiabilité des mesures subjectives confirmée par l'existence d'une corrélation très forte avec les données objectives. Il présente ensuite le paradoxe d'Easterlin (forte hausse du PIB/tête accompagnée d'une légère diminution du nombre de personnes heureuses) et indique que le bien-être subjectif a augmenté dans la plupart des pays européens. Les tendances du PIB ne permettent donc pas de prédire l'évolution du bonheur des populations. On peut cependant utiliser des mesures du capital social (degré de participation à des associations et à la société civile) du fait de leur fort degré de corrélation positive avec le bien-être, et ceci aussi bien dans les PED que dans les pays développés.

Il expose ensuite le cas des Etats-Unis, où les quatre déterminants influençant le plus le niveau du bien-être sont l'accroissement des revenus, les comparaisons sociales, la diminution des relations interpersonnelles et la baisse de la confiance dans les institutions.

Pour ce qui est des comparaisons sociales : si les revenus augmentent pour tout le monde, alors la hausse du bien-être est moindre que si la hausse du revenu était individuelle. De même, un individu

ressent d'autant plus de bien-être quant à son patrimoine, si ce dernier est plus élevé que celui des autres.

Aux Etats-Unis, au total, la hausse des revenus a été plus que contrebalancée par la baisse des trois autres éléments. La pérennité des relations sociales est ainsi très importante, mais ayant subi des pertes, il aurait fallu un taux de croissance du revenu de 10 % par an pour pouvoir les compenser. Le PIB est donc bel et bien une composante du bien-être, mais la qualité des relations sociales est essentielle, de même que la confiance dans la société. En outre, on constate, au cours de la même période aux USA, une hausse des horaires de travail, non contrebalancée par une diminution du stress et une hausse des loisirs. On peut alors en déduire que la baisse des relations sociales a incité les individus à travailler plus. Or, plus de travail implique moins de temps pour les liens sociaux et donc moins de relations sociales... Il existe donc une relation bilatérale entre croissance économique et pauvreté sociale. Cependant, les individus peuvent acheter des biens pour compenser une baisse des relations sociales. D'ailleurs, la psychologie parle de la consommation comme un fournisseur d'identité. Pour financer ces biens supplémentaires, les Américains ont dû travailler plus ; il y a donc eu une substitution de la richesse privée à la richesse commune.

En Europe, par contre, la confiance et la participation à des groupes ont augmenté, et donc le bien-être des populations a cru lui aussi. La défiance diminue le bien-être, mais contribue au PIB. Ainsi, le gardiennage est passé, en quelques décennies, de 5% à 25% des emplois aux USA et cela a naturellement contribué au PIB. D'ailleurs, cette valeur est sous-estimée, car elle ne prend pas en compte l'impact de la multiplication des procédures judiciaires sur le PIB.

Utiliser le PIB comme indicateur du bien-être est donc absurde, et explique en partie la crise actuelle : la hausse de la consommation a été supérieure à la hausse des salaires, et ceci grâce à l'endettement. Mais cette hausse de la consommation est due, en grande partie, à la baisse des relations sociales. Cependant, même si une hausse des revenus n'engendre pas forcément une hausse du bien-être dans les pays riches pour les gens fortunés, elle a un impact certain pour les plus pauvres. La redistribution de la richesse a donc une importance capitale dans les pays occidentaux. Les PED, quant à eux, ne se sont pas libérés de la pauvreté de masse et donc, la croissance est importante pour eux. Il faudrait cependant y parvenir en accordant plus d'importance aux aspects sociaux.

En Europe, il faut se concentrer sur les relations sociales et la cohésion sociale. Les USA et le Royaume-Uni ont subi une érosion du bien-être de leur population du fait du développement du matérialisme et d'une dégénérescence des relations sociales. Pour créer davantage de liens sociaux et donc augmenter le bien-être des populations, il faudrait revoir l'organisation des villes et des médias, travailler autrement, modifier le système éducatif et de santé et plus de démocratie.... Enfin, M. Bartolini conclut en affirmant que réduire la consommation ne réduit pas forcément l'emploi et que consommer beaucoup nécessite de travailler beaucoup.

Présentation de M. Walter Radermacher, Directeur général d'Eurostat

Après un rappel sur la structure et les missions d'Eurostat, M. Radermacher annonce qu'il va parler des limites des mesures et de l'interaction entre celles-ci et la prise de décision. Il commence par citer un certain nombre de définitions sur les statistiques et évoque que la qualité des statistiques est liée à ce qui se passe dans la société. Les données statistiques ont trois objectifs : elles doivent

reposer sur des fondements théoriques, avoir une signification politique et être fiables. Or, on ne peut pas toujours satisfaire ces trois objectifs, d'autant plus qu'il existe une volonté de réduction des coûts et d'un allègement des charges administratives pesant sur les répondants, tout en demandant de fournir de plus en plus d'éléments. Il affirme ensuite que la statistique n'a pas à s'intéresser aux indicateurs composites, car ceux-ci dépendent, du fait de leur pondération, des politiques (une observation est en effet différente d'une évaluation politique).

Quant au PIB, il constitue la meilleure mesure de l'activité macroéconomique, car il est clair et facile à comprendre, mais ne mesure que les flux monétaires et donc pas le progrès. Le PIB ne prend en compte ni les productions domestiques, ni la qualité de l'environnement, ni les inégalités. Il doit cependant être conservé et complété par d'autres outils. Le PIB a aussi l'avantage d'être produit tous les trimestres, alors que pour les autres indicateurs, il faut attendre plusieurs années. M. Radermacher évoque ensuite que les mesures objectives ne sont pas suffisantes pour mesurer le bien-être, car il y a des pays plus ou moins optimistes/pessimistes, etc.

Il présente ensuite la communication¹¹ de la Commission européenne sur la stratégie UE2020, qui affirme que la croissance de l'UE doit être fondée sur la connaissance et les technologies, tout en préservant l'environnement et en impliquant les membres de la société. Des objectifs généraux ont été fixés pour toute l'Union européenne et maintenant, il s'agit de répartir les efforts entre les pays. Il précise ensuite que « le PIB et au-delà », le rapport Stiglitz et UE2020 se rapprochent énormément, mais que ce dernier rapport relève du domaine politique, alors que le rapport Stiglitz constitue un travail scientifique et que « le PIB et au-delà » demande une meilleure qualité des mesures.

Il insiste aussi sur la qualité des données et se réfère à l'exemple de la Grèce dont la mauvaise qualité des données a provoqué la crise du système monétaire européen. Il mentionne ensuite les tentatives de valorisation monétaire de l'environnement et met en garde contre la monétarisation « à tout va », car le concept économique de valeur découle de la microéconomie et non de la macroéconomie. Affecter une valeur monétaire à un élément non-marchand est donc risqué. De même, le fait de recalculer le PIB en monétarisant toutes les composantes du bien-être n'est pas adapté, car le PIB deviendrait alors très difficile à calculer de manière correcte. D'ailleurs, l'évaluation de la valeur de la nature ne peut être effectuée que par les institutions démocratiques, donc par la société. La comptabilité doit contribuer aux décisions politiques, mais elle ne doit pas s'y substituer et il ne faut pas non plus « vendre » de simples estimations issues d'un processus politique comme des statistiques. Enfin, les statistiques doivent être compréhensibles.

Présentation de M. Marc Bichler; Directeur de la Coopération au développement au Luxembourg

Après avoir rappelé la définition et l'origine des ODM, M. Bichler évoque les critiques concernant leur manque d'exhaustivité pour la lutte contre la pauvreté. Ils constituent cependant des priorités de développement décidées par consensus et complétées par des indicateurs permettant de mesurer les progrès réalisés au fil des années. Ils constituent l'effort le plus important de la communauté internationale jamais fait en ce sens.

¹¹ <http://ec.europa.eu/eu2020/pdf/COMPLET%20FR%20BARROSO%20-%20Europe%202020%20-%20FR%20version.pdf>

Il rappelle ensuite les huit OMD. Ces OMD sont subdivisés aussi en sous-objectifs mesurés par des indicateurs.

Pour ce qui est de la quantité de l'aide, les sources de financement sont l'aide au développement, la richesse locale, les IDE, les transferts de revenus des migrants, le revenu du commerce international, etc. En été 2005, l'UE avait pris l'engagement de consacrer 0,7% de son RNB pour l'aide au développement jusqu'en 2015; ce type de mesure constituait une première mondiale. Un certain nombre de décisions de réduction de la dette des PED ont aussi été prises.

Pour ce qui est de la qualité de l'aide, un certain nombre de progrès ont été réalisés. Mais, les événements du 11 Septembre 2001 ont contribué à diminuer les aides. Koffi Annan, le secrétaire général de l'ONU en date, constatait qu'il n'y avait pas de sécurité sans développement et pas de développement sans sécurité. Ensuite, il y a eu aussi la crise économique et financière, qui a amené à une baisse de toutes les sources de financement du développement.

Le bilan des OMD est mitigé, car tous les objectifs ne seront pas atteints dans tous les pays. Pour ce qui est de l'éducation primaire, il y a eu beaucoup de progrès, mais des retards importants sont à constater au niveau des objectifs de baisse de la mortalité infantile et maternelle. La démarche est globalement insatisfaisante : la volonté politique et les moyens associés n'ont pas été à la hauteur. Mais, même si tous les objectifs étaient atteints en 2015, la pauvreté n'aurait été réduite que de moitié. Pourtant, jamais dans le passé autant de progrès ont été faits dans le développement en une décennie, malgré que la course dans les OMD fût inéquitable dès le départ. Au lieu d'abandonner, il faut un renforcement des efforts en faveur des pays qui sont les plus en retard dans la réalisation de ces objectifs, tout en ne se détournant pas des autres pays.

Il y a également de nouvelles réalités à prendre en compte, comme l'insécurité croissante, la crise économique, le réchauffement climatique, et les mouvements migratoires. En ce qui concerne la sécurité, les solutions apportées par le Luxembourg se situent au niveau des situations de post-conflit, d'action humanitaire, de prévention, d'appui à la reconstruction et d'appui direct aux populations. En vue de lutter contre le changement climatique, et afin d'éviter que le report de l'aide ne se fasse au détriment de la lutte contre la pauvreté, le Luxembourg a choisi d'investir, à hauteur de 9 mio. d'euros, dans un fonds contre les gaz à effet de serre. Pour ce qui est des flux migratoires, le Luxembourg met en place un effet de levier pour l'argent envoyé par les migrants à leurs pays d'origine. Avec la crise, l'aide au développement totale a baissé de 21 milliards, or seuls 4 milliards sont dus au recul du PIB au niveau mondial.

Le Luxembourg consacre cependant 1% de son PIB à l'aide au développement et a maintenu le montant des sommes en valeur. Le Luxembourg mise aussi beaucoup sur le développement de la micro-finance, socialement efficace et économiquement rentable (au Luxembourg, il y a 25 véhicules d'investissement privés générant 2 milliards d'euros d'aides au développement sous forme de microcrédits).

Il est urgent de définir des priorités pour la réalisation de tous les OMD. Il faut de nouvelles initiatives, comme celles annoncées par Ban Ki Moon, à savoir une concentration de l'aide sur la santé des femmes et des enfants en vue d'avoir un effet d'entraînement sur les autres OMD. Il conclut en affirmant que ce n'est pas parce qu'il y a un retard qu'il faut abandonner les OMD.

Présentation de M. Olini, Président du groupe de travail sur les nouveaux indicateurs au CNEL

Le CNEL a produit un rapport¹² sur les indicateurs qui s'inspire du rapport Stiglitz et des travaux de l'OCDE. M. Olini rappelle que le sujet du progrès et du bien-être a intéressé les hommes de toutes les époques, et illustre son propos avec une fresque du palais communal de Sienne datant du 14^e siècle, qui représente les effets de la bonne gouvernance sur les villes et les campagnes. Il précise ensuite que pour pouvoir mesurer les effets de la bonne gouvernance, il faut s'appuyer sur une batterie d'indicateurs concernant toutes les dimensions du bien-être. Selon M. Olini, il s'agit d'une réflexion politique où les partenaires sociaux doivent jouer un rôle majeur.

Il détaille ensuite la subdivision des travaux en trois étapes :

- la définition du progrès et de ses composantes;
- la sélection des indicateurs et
- la mise en place du suivi de ces indicateurs.

Il conclut son intervention, en rappelant que les indicateurs du bien-être peuvent être abordés à plusieurs niveaux : celui de la réalité locale avec ses spécificités, mais aussi, celui des indicateurs reproductibles au plan international. Il reproche enfin à la stratégie UE2020 de ne pas aller assez loin dans les débats concernant la sélection des indicateurs.

Présentation de Dr Alexandra Guarda-Rauchs Conseiller de Direction 1^{ère} classe au Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur

Suite au ralentissement économique de 2001, le Gouvernement a demandé de mettre en place un système d'indicateurs pour prévenir de futures crises. Il y a eu une négociation avec les partenaires sociaux, l'intégration de variables subjectives au tableau de bord et une démarche basée sur les trois piliers du développement durable : beaucoup de recommandations du rapport Stiglitz avaient donc déjà été mises en place avant l'heure.

La définition de la compétitivité retenue est d'ailleurs très proche de celle du bien-être : « il s'agit de la capacité d'une nation à augmenter durablement le niveau de vie de ses habitants, et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale, tout en préservant l'environnement ». Cependant à l'époque, on parlait de niveau de vie et non de bien-être. En ce qui concerne les indicateurs, même si le rapport Fontagné, et le rapport Stiglitz plaident contre un indicateur unique, il y a eu des pressions de part et d'autres pour en calculer un.

Il existe une multitude d'indicateurs composites de compétitivité, ce qui induit le risque que les gens fassent du « shopping d'indicateurs ». Mais, il est important de voir ce qu'il y a derrière de tels indicateurs composites. Comme l'a évoqué M. Radermacher, un indicateur composite n'est pas une statistique, car il comporte des choix politiques dans la pondération et l'agrégation qui sont faites. L'indicateur composite de compétitivité montre que, le Luxembourg a perdu des places, au cours de

¹² Indicators of economic and social growth to be used to supplement GDP - observations and proposals

ces dernières années; seule la Suède reste toujours première et stable mais cette situation favorable s'explique par le fait que le benchmark se rapportait à elle.

Les indicateurs synthétiques ont l'avantage d'être clairs, simples, permettent de faire une sorte de "hitparade", mais ils ont le défaut d'occulter les évolutions individuelles, les éventuelles évolutions contradictoires, les problèmes de corrélation inverse etc.

Il y a aussi le danger de la pondération à l'intérieur des indicateurs synthétiques, et le Luxembourg a décidé de ne pas pondérer, ce qui constitue en fait déjà une pondération en soi. Dr Guarda-Rauchs montre ensuite à travers le site Internet du Joint Research Center¹³ de la Commission européenne les différents types de présentation possible pour un tableau de bord et la façon dont les pondérations se répercutent sur le résultat final.

Présentation de M. Carlo Klein, Chercheur au CEPS-INSTEAD

On peut mesurer le bien-être en demandant directement aux individus leurs sentiments personnels. Les définitions du bien-être postulent que la recherche de la qualité de vie et du bien-être est le but ultime de l'existence. Il y a cependant trois concepts à distinguer : le bonheur (instantané), la satisfaction générale de vie, et la qualité de vie (réalisation de son potentiel). Pour les économistes, le bonheur et la satisfaction sont cependant synonymes.

Le point de départ théorique en économie est la maximisation de l'utilité. Cette dernière est la capacité d'un bien ou d'un service à satisfaire un besoin, et possède trois composantes : le choix d'un bien plutôt qu'un autre pour satisfaire le besoin, la somme des plaisirs et des peines, et la façon d'obtenir ce bien ou service.

Plus spécifiquement, le bien-être subjectif est composé d'indicateurs simples (choisir un chiffre sur une échelle de valeurs) et composites (score intermédiaire de différentes variables). Les indicateurs simples sont critiqués, surtout par les psychologues, qui préfèrent des indicateurs composites reflétant plusieurs dimensions du bien-être.

La satisfaction peut aussi être calculée pour des domaines plus spécifiques. Ainsi, à partir de l'EVS¹⁴, trois indicateurs ont été établis : satisfaction de résidence, satisfaction personnelle, et satisfaction statutaire. Les chercheurs ont constaté une forte corrélation entre les réponses de satisfaction globale et de satisfaction personnelle. La réponse à la question « êtes-vous heureux ? » reflète donc

¹³ <http://esl.jrc.it/envind/dashbrds.htm>

¹⁴ L'European Values Study (EVS) est une enquête réalisée au Luxembourg en 2008 auprès d'un échantillon représentatif de la population résidante composé de 1610 individus âgés de 18 ans ou plus. Elle est la deuxième de ce genre, la première ayant été réalisée en 1999.

Au niveau national, cette enquête fait partie du projet de recherche VALCOS (Valeurs et Cohésion sociale), cofinancé par le FNR dans le cadre du programme VIVRE. Au niveau international, elle est partie intégrante d'une enquête réalisée dans 45 pays européens qui a pour objectif d'identifier et d'expliquer en Europe les dynamiques de changements de valeurs, et d'explorer les valeurs morales et sociales qui sous-tendent les institutions sociales et politiques européennes (www.europeanvaluesstudy.eu).

plutôt la satisfaction personnelle que les autres types de satisfaction. On peut aussi utiliser les autres indicateurs de satisfaction, mais cela dépend des objectifs de l'étude à réaliser.

Les indicateurs globaux sont utilisés pour détecter, en général, les déterminants du bien-être subjectif. Par contre, lorsque l'on s'intéresse à des domaines plus spécifiques, il faut des données plus spécifiques avec des indicateurs composites et ceci afin de tester les effets des différentes politiques.

Journée 3 : mercredi, le 14 juillet 2010

Après une présentation des principaux éléments à connaître pour « bien communiquer » par M. Byk et M. Jean-Louis Schlessler, Conseiller en communication, les participants se sont entraînés à la réalisation d'interviews radios et télévisées.

Journée 4 : jeudi, le 15 juillet 2010

Table Ronde des différents CES : Le rôle du CES dans la mesure de progrès

Les principales questions auxquelles doivent répondre les participants sont:

- Quels sont les travaux qui sont réalisés au niveau des indicateurs de progrès dans les différents pays?
- Que retenez-vous de ce séminaire et comment allez-vous procéder dans votre CES ?

M Sandro Tomaro, Fonctionnaire au CNEL d'Italie : Le CNEL a adopté en juin 2010 une proposition sur le sujet (Voir contribution italienne). En Italie de nombreuses données sont déjà disponibles et l'institut de statistiques en Italie, Istat, a publié un rapport contenant une centaine d'indicateurs. Le CNEL va essayer, en collaboration avec Istat, de définir une dizaine de domaines principaux pour la mesure du progrès du pays. Un rapport sur les progrès réalisés en Italie au cours de ces cent cinquante dernières années va aussi être réalisé.

M. Pascal Rouet, Administrateur au CESE de France : Le CESE français s'est intéressé à l'empreinte écologique, mais aussi aux indicateurs de développement durable et à l'association des citoyens à leur définition¹⁵. Le CESE a proposé un tableau de bord d'une quinzaine d'indicateurs. Le Ministre du Développement Durable a créé en Septembre 2009 une Commission de Concertation pour préparer la Conférence Nationale sur les Indicateurs de Développement Durable qui a eu lieu début 2010, et dont le CESE a fait partie. Ce ne sont donc plus seulement des statisticiens et des experts qui ont fait la liste des indicateurs de développement durable. Le pas suivant sera de consulter les citoyens eux-mêmes, y compris en les formant.

¹⁵ Voir: "Les indicateurs du développement durable et l'empreinte écologique (2009)", Avis présenté par M. Philippe Le Clézio ; <http://www.conseil-economique-et-social.fr/rapport/doclon/09060215.pdf>

Mme Hélène Lambatim Nadjilengar, Vice-Présidente du CES du Tchad : Le CES va dialoguer avec les parties prenantes pour voir quel est leur intérêt pour la mesure du progrès, et essayer de les convaincre, avant de commencer un éventuel exercice national.

Mme. Iraïma Capriles, Directrice exécutive du CES de la République Dominicaine : Dans le cadre de la Stratégie Nationale de Développement, le CES doit prendre un rôle incitateur face au gouvernement pour trouver un indicateur de mesure du bien-être. Il faudra aussi mettre en place une stratégie de communication pour inciter les parties intéressées à travailler avec le CES. Prochainement, une consultation sur la stratégie de développement va avoir lieu, ce qui pourrait constituer une occasion pour identifier les manques et les besoins d'indicateurs et de données.

Mme Ba Seynabou Diaw, Conseillère spéciale, chargée de la coopération internationale du CES du Sénégal : Le CES va pouvoir accomplir une telle démarche. Il existe une opportunité avec la mise en place d'un observatoire économique et social travaillant avec l'office des statistiques. Il y a aussi la stratégie de réduction de la pauvreté, la stratégie de croissance accélérée et le processus de travail sur les OMD. Or, il n'y a aucune analyse de l'impact de ces procédures. Le bureau du CES va être informé de cette démarche, de même que le Ministère de l'économie et des finances. Il y aura aussi une proposition de mise en place d'un groupe de travail sur les indicateurs de progrès. Il faut dire que l'une des difficultés pour le Sénégal sera de tenir compte de l'économie informelle. Toutefois si le processus est entamé prochainement, les travaux pourront être utilisés pour les prochaines élections présidentielles en 2012.

M. Louis Ndikumana, Secrétaire général du CES du Burundi : Il y aura une présentation de ce séminaire au CES pour les convaincre de la nécessité d'intégrer d'autres indicateurs. Le problème est qu'il faut déjà disposer des indicateurs traditionnels, avant de chercher d'autres indicateurs avec l'institut national des statistiques.

M. Lawani Arouna, Chef de délégation du CES du Bénin : Il y aura une présentation de ce séminaire au CES et au gouvernement. Les problèmes de données statistiques vont aussi être réglés. Le Haut Commissariat pour la Gouvernance fait d'ailleurs actuellement un travail de mise en surface des indicateurs pour aller vers la voie du progrès. Il y aura aussi une proposition de table ronde avec les ONG, la société civile, les chercheurs, les statisticiens, les syndicats, le patronat et le CES pour rechercher les indicateurs pertinents de bien-être.

M. Zouari Abderrazak, Professeur universitaire d'économie et de gestion, membre du CES de Tunisie : Les objectifs sont ceux du programme électoral du Président et ils sont chiffrés. Les indicateurs sont donc précisés. Le CES pourra en outre militer pour des indicateurs de satisfaction ou auditionner des personnes, afin de rédiger un rapport analytique sur la satisfaction des citoyens. Il faudrait aussi **produire annuellement un rapport AICESIS sur les progrès sociétaux dans tous les pays.**

M. Halm Tamas, Secrétaire général du CES de Hongrie : Les indicateurs de progrès sont peu développés et le pays connaît actuellement une grave crise économique. Il y a eu une commission parlementaire sur les perspectives des prochaines générations et la mise en place d'un conseil du développement durable sous l'égide du parlement (avec partis politiques, églises, membres de l'académie des sciences, etc.). Le rapport « Une voie pionnière vers l'avenir », parlant notamment de l'empreinte écologique, est également sorti. L'institut statistique a développé aussi 200 indicateurs, sous l'impulsion de l'OCDE. Mais le CES a peu réagi du fait de la crise.

M. Ba Abdoul Kader, Secrétaire général CES du Mali : Il va y avoir une désignation de spécialistes au niveau du conseil et une réunion avec l'observatoire du développement durable. Il y aura un choix des domaines d'intervention, pour ne pas être prisonnier des divers enjeux politiques. Il faudrait aussi un tableau de bord de la sous-région africaine et concernant le rapport qui pourrait être produit annuellement par l'AICESIS sur les progrès sociétaux, il est important de ne pas classer les pays selon les performances.

M. Jean-Paul Delcroix, Secrétaire général du CNT de Belgique : Le CNT travaille avec les institutions régionales sur ces questions. Le débat est très difficile en Belgique : le PIB reste la valeur phare, mais il n'a pas permis de prévoir la crise. Il faudrait étudier la possibilité de développer des indicateurs complémentaires et prospectifs pour guider les politiques publiques. Le CNT n'a pas directement travaillé sur le sujet, mais le conseil fédéral du développement durable a rendu un avis en 2007¹⁶, et proposé un panel d'indicateurs avec un véritable travail de réflexion sur les critères de validité. Les conseils se sont impliqués dans le cadre européen de la Stratégie (à vérifier) de Lisbonne. Il faut impliquer les citoyens, car choisir des indicateurs c'est déjà déterminer des politiques.

M. Michel Kamano, Président du CES de Guinée : Il faut inciter la société civile à discuter avec les utilisateurs et les producteurs de statistiques. En Guinée, il va y avoir une mise en place d'un observatoire économique et social, qui doit veiller à la bonne gouvernance du pays et à la production de statistiques de qualité.

Table Ronde de Clôture

M. Lucien Thiel, Député et ancien Président du CES du Luxembourg, rappelle qu'il avait poussé dans la direction de la mesure du bien-être, mais qu'il est difficile de parler du PIB du bien-être dans le contexte de crise actuel. Ceci avait été fait pour donner une lueur d'espoir et pour doter le pays d'un but à long terme. Le gouvernement a repris l'idée, mais le monde politique ne s'est pas encore saisi de ce débat. Il faudrait peut-être réaliser au préalable le diagnostic de la crise. En dehors de cela, le PIB est trop étriqué et le PIB/tête est totalement biaisé au Luxembourg du fait des frontaliers. Pour toutes ces raisons, il faut mesurer différemment le progrès des sociétés.

Dr. Serge Allegrezza pense que ce travail n'est pas qu'une question de statistique et souligne que tout système statistique est un ensemble de conventions. Il rappelle que le PIB n'est qu'une mesure de la production marchande, et qu'il faut avoir une vue globale du bien-être de l'homme. Ceci renvoie à des questions philosophiques, qui doivent associer le maximum de personnes de la société civile de manière à avoir une démarche participative. La crise est venue obscurcir le tableau, car on

¹⁶ http://www.belspo.be/frdocfdd/DOC/pub/ad_av/2007/2007a15f.pdf

pense, à tort, qu'on ne peut pas s'occuper du bien-être si les besoins fondamentaux ne sont pas assurés (croissance, chômage, finances publiques, etc.). Or, les personnes au chômage ou avec peu de revenus ont moins de satisfaction, et donc le fait de se préoccuper des politiques économiques classiques, c'est aussi se préoccuper du bien-être. Faut-il mesurer le bonheur avec des données objectives ou subjectives ? Il existe un lien stable entre les indicateurs objectifs et subjectifs et donc les mesures subjectives sont assez fiables. Mais, il ne faut surtout pas répéter l'expérience de l'observatoire de la compétitivité. Il convient de déterminer aussi bien une liste restreinte d'indicateurs qu'une liste exhaustive. Les CES sont bien outillées pour de telles tâches du fait de leur culture du consensus. Il faut, enfin, maintenir les liens avec le monde académique, d'où proviennent ces questions et ces indicateurs, et grâce à qui on arrive à lier le PIB avec le bien-être.

Prof. Dr. Rolf Tarrach, Recteur de l'Université du Luxembourg, explique l'importance de mesurer, car les seules alternatives aux mesures sont les anecdotes. En outre, il est intéressant de mesurer les corrélations et de découvrir les liens de causalité. La décision politique dépend de cette connaissance des causes. Il faut disposer aussi de mesures subjectives, car le bien-être est une notion subjective, et ceci malgré toutes les difficultés que cela entraîne. Une autre difficulté est que, souvent, dans les sciences sociales, on conclut que l'on ne peut rien dire, mais le véritable problème est que personne n'ose le dire. Il faut aussi faire attention à la fiabilité/cohérence des mesures subjectives, surtout lorsqu'elles concernent des comparaisons entre individus. Tout cela doit servir pour l'action politique. Le bien-être est aussi souvent lié au pouvoir et est presque toujours comparatif. Enfin, les indicateurs uniques sont dangereux du fait des pondérations induisant des jugements subjectifs.

M. Patrick Venturini, Secrétaire général de l'AICESIS, conclut la séance avec ce proverbe « je me regarde je me désole, je me compare je me console » et félicite le Luxembourg pour l'organisation de ce séminaire. Il se félicite du dynamisme de l'AICESIS et pense que le potentiel de développement de l'association est encore très fort. Il en profite aussi pour annoncer les futures grandes rencontres internationales de l'AICESIS.